

CAP news

BY NORMAND MOUSSEAU

The Canadian Association of Physicists has a long tradition of advocacy on behalf of the scientific community. Be it about the funding of research and universities, changes in the working of the Natural Sciences and Engineering Research Council for Research or the recognition of the right of scientists to apply their knowledge outside of the university, the CAP is often first scientific association to take position and to act, despite its relatively small size.

While science policy and the defence of the interests of the physics community are clearly among the chief duties of the CAP's President, the importance of these issues is sufficient to warrant the existence of a dedicated entity, the Science Policy Committee (SPC), that counts a dozen members and is led, since the fall of 2008, by Paul Vincett, a former president of the CAP with an extensive experience in the Canadian political system.

As one could expect, even though the CAP has taken position on a number of issues in the last 12 months, including regarding the future of the

nuclear reactor at Chalk River, it is the funding situation that has mainly attracted the attention of SPC since early 2009. Indeed, the 2009-2010 Federal Budget took the whole scientific community by surprise when it announced, among other things, significant reductions in the basic science budgets of funding agencies, reflecting a certain lack of understanding of scientific issues by the government.

The SPC, in collaboration with the CAP President, Robert Mann, and its executive director, Francine Ford, decided it had to explain clearly the position of the physics community through interventions on behalf of the CAP, but also of the Canadian Consortium for Research (CCR), an organization that brings together 22 scientific societies representing about 50 000 researchers, which counts Paul Vincett and Francine Ford as members of the board.

In August 2009, CAP presented a brief to the House of Commons Finance Committee with three recommendations for increased funding of basic research and supporting the renewal of TRIUMF and the financing of a Canadian Neutron Facility. In parallel, the CAP, through

the President of SPC, wrote a second brief on behalf of the Canadian Consortium for Research demanding an increased support basic research and better funding for indirect costs of research. The CAP's effort did not stop there, however. Both the CAP and the CCR were invited to appear to the parliamentary hearings on the budget to explain the essence of their recommendations and answer questions from MPs. A little later, through the CCR, Paul Vincett also had the opportunity to meet directly with the Minister of Finance, the Honorable Jim Flaherty, who was very receptive.

These efforts seemed to have paid out and the 2010-2011 budget represents a substantial change of cap from last year as evidenced by the relatively positive response from the scientific community regarding this budget. However, the CAP can not pause to enjoy this turn around. Beyond the discussion of the annual budget, the Association must continue to strengthen its contacts with the government and continue to explain better the workings and needs of the research community, for the benefits of physicists, of course, but also of the entire country.

Nouvelles de l'ACP

PAR NORMAND MOUSSEAU

L'Association canadienne des physiciennes et des physiciens a une longue tradition de défense des intérêts de la communauté scientifique. Qu'il s'agisse du financement de la recherche et des universités, du fonctionnement du Conseil de recherche en science naturelle et génie ou de la reconnaissance du droit des scientifiques à appliquer leur savoir hors des murs universitaires, l'ACP est souvent l'association scientifique la plus rapide à se positionner et à agir, malgré sa taille relativement petite.

Si l'aspect politique de la défense des intérêts de la communauté physicienne fait partie des tâches du président de l'Association, les défis sont suffisamment nombreux pour que l'ACP se soit dotée d'un Comité de la politique scientifique (CPS), comptant une dizaine de membre et dirigé, depuis l'automne 2008, par Paul Vincett, un ancien président de l'ACP avec une grande expérience du système politique canadien.

Sans surprise, même si l'ACP s'est prononcée sur plusieurs dossiers au cours des 12 derniers mois, dont l'avenir du réacteur nucléaire de Chalk River, c'est le dossier financier qui a

principalement retenu l'attention du CPS depuis le début 2009. En effet, le budget fédéral 2009-2010 prit toute la communauté scientifique de court en annonçant, entre autres, des réductions importantes dans le budget des organismes subventionnaires consacré à la recherche fondamentale, reflétant une certaine incompréhension des enjeux scientifiques par le gouvernement.

Le CPS, en collaboration avec le président de l'ACP, Robert Mann, et sa directrice exécutive, Francine Ford, a donc décidé qu'il fallait expliquer ces enjeux clairement par des interventions au nom de l'ACP, mais aussi du Consortium canadien pour la recherche (CCR), une organisation qui regroupe 22 associations scientifiques représentant environ 50 000 chercheurs et où siègent Paul Vincett et Francine Ford.

En août 2009, l'ACP déposa donc un mémoire au Comité des finances de la Chambre des communes lui présentant trois recommandations visant une augmentation du financement de la recherche fondamentale et soutenant le renouvellement de TRIUMF et le financement d'un Centre canadien de neutrons. En parallèle, l'ACP, via le président du CPS, rédigea un second mémoire au nom du Consortium canadien pour la recher-

che dont les propositions ciblent le soutien à la recherche fondamentale et une meilleure prise en charge des frais indirects. Le travail ne s'est arrêté là. L'ACP et le CCR furent convoqués au mois d'octobre aux audiences parlementaires sur le budget pour expliquer l'essence de leurs recommandations et répondre aux questions des députés. Un peu plus tard, par l'intermédiaire du CCR, Paul Vincett eut également l'occasion de rencontrer directement le ministre des finances, l'honorable Jim Flaherty, qui s'est montré très réceptif.

Ces efforts ont portés et le budget 2010-2011 représente un changement de cap important par rapport à l'an dernier comme le montre la réaction relativement positive de la communauté scientifique face à ce budget. Pour autant, l'ACP ne peut pas s'asseoir sur ses lauriers et savourer trop longtemps ce retournement. Au-delà de la discussion annuelle du budget, l'Association doit continuer à multiplier les liens avec le gouvernement afin que celui-ci puisse mieux saisir le fonctionnement et les besoins de la communauté de recherche, pour le bien des physiciens, bien sûr, mais aussi de l'ensemble du pays.